



Treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Doha, 12-19 avril 2015

Distr. limitée
16 avril 2015
Français
Original: anglais

Point 5 de l'ordre du jour

**Approches globales et équilibrées visant à prévenir
les formes nouvelles et émergentes de criminalité
transnationale et à y répondre de façon adéquate**

Rapport du Comité I: atelier 3

Additif

**Atelier sur le renforcement des mesures en matière de prévention
du crime et de justice pénale visant à combattre les formes de
criminalité en constante évolution, notamment la cybercriminalité
et le trafic de biens culturels, enseignements tirés et coopération
internationale**

Délibérations

1. À ses 4^e, 5^e et 6^e séances, les 15 et 16 avril 2015, le Comité I a tenu un atelier sur le renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre les formes de criminalité en constante évolution, notamment la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, enseignements tirés et coopération internationale. Les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ci-après ont contribué aux préparatifs et à l'organisation de l'atelier: Institut national pour la justice du Ministère de la justice des États-Unis, Conseil consultatif scientifique et professionnel international, Institut coréen de criminologie et Institut européen pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, affilié à l'Organisation des Nations Unies. L'atelier était saisi des documents suivants:

a) Document d'information sur l'atelier 3: Renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre les formes de criminalité en constante évolution, notamment la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, enseignements tirés et coopération internationale (A/CONF.222/12);

b) Guide de discussion pour le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (A/CONF.222/PM.1);



c) Rapports des réunions régionales préparatoires du treizième Congrès (A/CONF.222/RPM.1/1, A/CONF.222/RPM.2/1, A/CONF.222/RPM.3/1 et A/CONF.222/RPM.4/1).

2. L'atelier était animé par Jay Albanese, criminologue et professeur à la Virginia Commonwealth University (États-Unis). Des présentations ont été faites par les experts suivants: Han-Kyun Kim, Institut coréen de criminologie; Francesca Bosco, Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice; Richard Frank, International Cybercrime Research Centre de la Simon Fraser University (Canada); Khalid Had Al Mohannadi, Conseil de coopération du Golfe, Centre de renseignements en matière criminelle pour la lutte antidrogue; Duncan Chappell, Université de Sydney (Australie); Marc Balcells i Magrans, John Jay College of Criminal Justice, City University of New York; Marc-André Renold, Université de Genève; Zhengxin Huo, Université chinoise de droit et de science politique; Rosa Vasquez Orozco, Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne; Stefano Manacorda, Conseil consultatif scientifique et professionnel international du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale; Jinyong Chung, Conseiller principal de la Banque mondiale; Ehab Elsonbaty (Qatar Investment Authority); Jianping Lu, Université normale de Beijing; Mariya Polner, Organisation mondiale des douanes; Anna Paolini, Représentante de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) dans les États arabes du Golfe et au Yémen; Giuseppe Sean Coppola, Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne et Luis Alfonso de Alba, Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne.

3. La 4^e séance était présidée par Roberto Rafael Campa Cifrián (Mexique) et les 5^e et 6^e séances par Luis Alfonso de Alba (Mexique).

4. À la 4^e séance, des déclarations ont été faites par les représentants du Canada, de l'Allemagne, des États-Unis, de l'Afrique du Sud, de la Roumanie, de la Chine, de la Fédération de Russie, de l'Algérie, de l'Inde, de Cuba, de la France, de la Thaïlande, du Nigéria (au nom du Groupe des États d'Afrique), du Portugal, de l'Oman et de l'Égypte, ainsi que par l'observateur du Conseil de l'Europe.

5. À la 5^e séance, des déclarations ont été faites par les représentants des États-Unis, de l'Arabie saoudite, de l'Algérie, de la Suisse, du Nigéria (au nom du Groupe des États d'Afrique), de la Turquie, de l'Égypte, du Pakistan, de la France, de la Chine, du Canada, du Japon, du Mexique et de l'Iran (République islamique d').

6. À la 6^e séance, des déclarations ont été faites par les représentants du Pakistan, de l'Allemagne, du Brésil, du Mexique, du Japon, de l'Afrique du Sud, du Nigéria, de l'Australie, des Pays-Bas, de la Suisse, du Canada, de l'Algérie, des États-Unis, du Djibouti, de l'Indonésie, du Soudan, de la Fédération de Russie et de la Chine.

Débat général

7. Au cours du premier débat, le modérateur scientifique de l'atelier s'est penché sur les questions générales relatives aux formes de criminalité en constante évolution, y compris la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, et a analysé les liens entre ces formes de criminalité et la criminalité traditionnelle, dont la criminalité organisée et la corruption. Sa présentation a souligné qu'il importait de s'employer à appliquer pleinement la Convention contre la criminalité organisée, et

d'étudier et d'évaluer l'impact des mesures prises par les gouvernements contre la criminalité transnationale organisée. Il a estimé que la méthode qui consistait à tourner la recherche, les politiques et les pratiques davantage sur les marchés et les flux de biens que sur les acteurs (individus et groupes) était prometteuse pour déceler rapidement les formes de criminalité en évolution constante et évaluer leur risque relatif en tant que nouvelles formes de criminalité.

8. Au cours du deuxième débat, qui portait sur la cybercriminalité en tant que forme de criminalité en constante évolution, quatre experts ont examiné la façon dont cette forme de criminalité avait évolué ces dernières décennies et les difficultés qui y étaient liées, y compris pour ce qui était d'en évaluer l'impact. Un expert a analysé la façon dont l'émergence du cyberspace avait ouvert de nouvelles possibilités d'activités criminelles très lucratives, et décrit la cybercriminalité comme un phénomène complexe s'appuyant sur de nouveaux modes opératoires. Il a souligné le fait que l'innovation technologique, qui facilitait la cybercriminalité, aidait également les services de détection et de répression à renforcer les mesures qu'ils prenaient, et noté que le taux de victimisation de la cybercriminalité était beaucoup plus élevé que celui des autres formes de criminalité organisée. Il a mis en avant le fait que la coopération internationale et régionale en matière de recherche, de pratique, d'échange d'informations et de politiques sur la cybercriminalité était fondamentale pour renforcer les mesures de prévention du crime et de justice pénale.

9. Un expert a examiné l'utilisation massive du cyberspace par les groupes criminels organisés, dans leurs configurations traditionnelles et nouvelles, ce qui contribuait à conférer à la cybercriminalité sa nature transnationale. Il a noté que les outils utilisés pour commettre des infractions de cybercriminalité ne nécessitaient plus que les auteurs possèdent des connaissances techniques hautement spécialisées, et que la proximité de la pauvreté contribuait au risque que les jeunes sans emploi rejoignent des groupes criminels organisés. Il a également noté qu'en plus de la possibilité de mettre en place une nouvelle législation nationale pour lutter contre la cybercriminalité, il serait important de faire appliquer les lois et les instruments juridiques internationaux existants dans ce domaine, notamment la Convention contre la criminalité organisée. Il a insisté sur le fait que les mesures de sensibilisation, les partenariats public-privé et la protection des droits de l'homme devraient venir compléter et rendre plus efficaces les mesures de détection et de répression.

10. Un expert a examiné les moyens de mesurer, suivre et recueillir des données sur la cybercriminalité, en utilisant l'exemple de l'exploitation en ligne des enfants, notamment grâce aux données de géolocalisation et de WHOIS. Il s'est interrogé sur la façon dont l'usage abusif d'Internet avait augmenté l'ampleur et la complexité de la production et de la distribution de contenu lié à l'exploitation des enfants. Il a noté que les suites possibles à donner aux informations obtenues grâce à la recherche incluaient la coopération avec les services de détection et de répression pour procéder à des arrestations et à la fermeture de serveurs, bien que cette dernière mesure ne garantisse pas nécessairement l'élimination du contenu. La cartographie du contenu lié à l'exploitation des enfants a montré comment des stratégies multiples pourraient être employées à la place pour attaquer les réseaux liés à l'exploitation des enfants et retirer ce contenu. Des recherches ont constaté

que dans au moins un cas, même des lois nationales fortes n'avaient pas suffi à décourager les activités criminelles.

11. Un expert a fait une présentation sur l'impact de la cybercriminalité sur la prolifération des stupéfiants et des nouvelles substances psychotropes, en particulier dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Il a donné des informations sur les efforts déployés à l'échelle régionale pour combattre le trafic de drogues par Internet, en particulier en renforçant les processus d'échange d'informations et la collecte de données. Il a souligné l'importance de l'assistance technique, y compris l'organisation de formations et l'élaboration d'outils, pour les pays ne disposant guère de moyens pour lutter contre la cybercriminalité. Il a indiqué que le trafic illicite de drogues par Internet, notamment de drogues synthétiques, était un sujet particulièrement préoccupant pour les pays du CCG, et insisté sur le fait qu'il était nécessaire, pour combattre le trafic illicite de drogues, d'harmoniser les législations au niveau régional et de créer un système d'alerte précoce qui permettrait de déceler au plus tôt les nouvelles formules de création de drogues synthétiques.

12. Au cours du débat qui a suivi les présentations, un intervenant a noté les difficultés que posait le très grand nombre de preuves numériques recueillies et proposé des solutions possibles pour les gérer efficacement, y compris en sous-traitant cette tâche et en créant des unités de police spécialisées. Plusieurs orateurs ont insisté sur le fait qu'il était nécessaire d'élaborer un nouvel instrument international juridiquement contraignant sur la cybercriminalité, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, afin de combler efficacement les lacunes en matière de législation et d'incrimination et de lutter plus vigoureusement à l'échelle mondiale contre la cybercriminalité. Plusieurs autres orateurs ont fait valoir qu'un tel instrument n'était pas nécessaire, car les instruments existants, tels que la Convention sur la cybercriminalité du Conseil de l'Europe, qui était ouverte à la signature et à la ratification par des parties externes à la région, étaient suffisants pour relever résolument les défis posés par la cybercriminalité. Plusieurs intervenants ont souligné qu'il importait d'appliquer les dispositions pertinentes de la Convention contre la criminalité organisée de façon à renforcer la coopération internationale et l'entraide judiciaire, et noté qu'il convenait d'appliquer les lois et législations existantes. Certains intervenants se sont également dits préoccupés par le problème de l'imputation des actes de cybercriminalité et par les liens entre la cybercriminalité et d'autres formes de criminalité telles que le trafic de drogues ou le terrorisme. Certains ont également insisté sur l'importance des campagnes de sensibilisation et des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités dans la lutte contre la cybercriminalité.

13. Au cours du troisième débat, cinq experts ont analysé le trafic illicite de biens culturels, comme forme nouvelle de criminalité. Si plusieurs ont noté la multiplication de cas avérés de destruction, de vols, de pillages, de contrefaçon et d'exportation et d'importation d'objets d'art et d'antiquité, d'autres ont fait savoir qu'il était difficile de déterminer l'ampleur et l'impact du trafic de biens culturels, faute d'une collecte systématique de statistiques sur la criminalité, notamment sur les fouilles clandestines ou les vols, les ventes privées et l'introduction d'objets divers sur le marché légitime. Certains experts ont évoqué la tendance croissante à recourir aux nouvelles technologies, y compris au commerce électronique pour le trafic clandestin et la vente sur le marché international d'objets d'origine douteuse.

14. Bien que certains experts aient noté l'implication croissante de groupes criminels organisés dans cette forme de criminalité transnationale, un autre a souligné qu'il importait d'analyser davantage ces liens. On a estimé qu'il était essentiel d'améliorer la collecte et l'analyse de données statistiques. Certains experts ont appelé l'attention sur le lien qui existe entre cette forme de criminalité et le blanchiment d'argent. Ils ont jugé important de renforcer les législations nationales, et en particulier de conférer le caractère d'infraction pénale grave au trafic de biens culturels et infractions connexes, afin de permettre l'application de la Convention contre la criminalité organisée. Certains experts ont cité en exemples des régimes juridiques nationaux dont ceux de la Chine, de l'Équateur et de l'Italie, ainsi que les difficultés auxquelles devaient faire face les autorités nationales, justifiant par l'impérieuse nécessité, dans ce domaine, d'adapter les approches internationales aux réalités locales et de renforcer la coopération internationale en matière pénale.

15. Les experts ont indiqué qu'il était important pour les pays de devenir parties aux conventions pertinentes de l'UNESCO et de l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT), ainsi qu'à la Convention contre la criminalité organisée, et de les appliquer. Un expert, reconnaissant la complexité, la diversité et le dynamisme des lois nationales relatives à la lutte contre le trafic de biens culturels, a souligné qu'une action concertée s'imposait au niveau international pour renforcer les systèmes de justice pénale, a ajouté que les Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et aux autres infractions connexes devraient jouer un rôle central à cet égard. Un autre a appelé l'attention sur la nature complémentaire de ces principes par rapport au cadre juridique en vigueur.

16. Au cours de la discussion qui a suivi, un orateur a encouragé tous les États à prendre les mesures appropriées pour prévenir le commerce illicite de biens culturels en Iraq et en Syrie, conformément aux résolutions 1483 (2003) et 2199 (2015) du Conseil de sécurité. Certains orateurs ont relevé les difficultés rencontrées en matière de coopération internationale dans la lutte contre le trafic de biens culturels, notamment en ce qui concerne le retour ou la restitution d'objets, et ils ont recommandé la poursuite de travaux de recherche et la collecte de données dans ce domaine. Ils ont encouragé une collaboration accrue entre les organisations intergouvernementales compétentes, notamment entre l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), l'UNESCO, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et l'Organisation mondiale des douanes (OMD). Plusieurs orateurs se sont félicités de l'adoption récente des Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et aux autres infractions connexes, puis ont encouragé leur application intégrale, mais un orateur a plutôt appelé les États Membres à engager, en concertation avec l'ONUDD, des discussions sur les efforts déployés pour appliquer ces Principes, notamment par l'identification de bonnes pratiques. Si certains orateurs étaient d'avis que le cadre juridique international en vigueur était insuffisant et que l'élaboration, sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies, d'un nouvel instrument juridiquement contraignant était une étape nécessaire, d'autres ont dit que l'accent devrait plutôt être mis sur la pleine application des instruments existants, dont la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels et la Convention contre la criminalité organisée. Un

orateur a proposé que l'ONUDC étende ses activités à la lutte contre le trafic de biens culturels, l'accent étant mis sur l'élaboration d'outils. Certains États ont estimé que le traité type pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples devrait être évalué et révisé.

17. Au cours du quatrième débat, six experts se sont penchés sur la prévention et la lutte contre les formes de criminalité en constante évolution. L'un d'eux a présenté le projet élaboré par la Banque mondiale pour combattre la cybercriminalité, y compris les outils du projet et ses activités de renforcement des capacités destinées aux économies émergentes. Il a noté que la Banque mondiale s'employait à renforcer les capacités dans le domaine de la cybersécurité et dans le secteur de la justice pénale, en collaboration avec les acteurs concernés, et que le projet serait lancé à titre pilote dans un certain nombre de pays. Un autre expert a donné une vue d'ensemble des initiatives législatives menées dans les pays arabes pour lutter contre la cybercriminalité, avec comme exemple la récente loi sur la cybercriminalité adoptée par le Qatar. Il a réaffirmé l'importance de l'implication du secteur privé, de la coopération internationale et des campagnes de sensibilisation du public. Il a également examiné la loi type et les principes élaborés par l'Union internationale des télécommunications et la Ligue des États arabes. Il a insisté sur le fait que les pays devraient s'attacher à utiliser les instruments internationaux existants et noté qu'ils devraient envisager la possibilité de créer, au niveau national, des organismes centraux chargés de la lutte contre la cybercriminalité. Un expert a évoqué les efforts déployés en Chine pour renforcer la coopération nationale et internationale dans la lutte contre la cybercriminalité. Il a insisté sur la nécessité de renforcer la coopération, y compris le partage d'informations, la recherche et la coopération avec les organisations régionales et internationales.

18. Une experte a analysé le rôle des services de douane dans la lutte contre le trafic de biens culturels et passé en revue l'ensemble de problèmes auxquels ils faisaient face, ainsi que les outils et instruments que l'OMD recommandait d'utiliser pour préserver le patrimoine culturel et en empêcher l'exportation ou l'importation. Elle a donné des informations sur les activités que menait actuellement l'OMD à cet égard, notamment celles qui avaient trait au réseau de bureaux de liaison chargé du renseignement et à la plate-forme de communication en temps réel Archeo. Elle a également rappelé les efforts entrepris à l'échelle internationale pour faire appliquer la résolution 2199 (2015) du Conseil de sécurité.

19. Un autre expert a parlé de la coopération mise en œuvre à l'échelle régionale pour protéger les biens culturels contre le trafic et du rôle de l'UNESCO. Il a présenté les instruments internationaux élaborés sous l'égide de l'UNESCO et cité en exemples les activités qu'elle mène, en coopération étroite avec d'autres organisations internationales comme INTERPOL, les musées et les maisons de vente aux enchères, pour lutter non seulement contre le trafic illicite, mais aussi pour promouvoir la prise de conscience, le renforcement des capacités et la mise en réseau. Il a noté que le trafic de biens culturels était une forme de criminalité en constante évolution, de plus en plus liée au terrorisme, et il a appelé l'attention sur l'adoption récente par le Conseil de sécurité de la résolution 2199 (2015), notant que l'UNESCO collaborait avec l'Iraq, la Libye, la République arabe syrienne à la protection des biens culturels en temps de conflit.

20. Deux experts ont examiné les Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens

culturels et autres infractions connexes. L'un deux a noté que les Principes étaient un bon exemple de la manière dont l'Organisation des Nations Unies pouvait mettre au point des outils pratiques pour lutter contre le trafic de biens culturels, et qu'ils offraient un cadre de coopération judiciaire qui pourrait venir en appoint aux dispositions de la Convention contre la criminalité organisée. L'expert a insisté sur le fait que les États devraient s'employer à appliquer les Principes et les instruments existants, et rappelé le rôle important des outils élaborés par l'ONUDC et le réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale. Un autre expert a noté que les Principes étaient le fruit d'intenses efforts des États Membres. Il a également noté que les discussions relatives à la nécessité d'un nouvel instrument international sur le trafic de biens culturels pourraient se poursuivre dans le cadre de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa vingt-quatrième session.

21. Au cours du débat général qui a suivi, de nombreux orateurs sont revenus sur les points qui avaient été soulevés pendant les discussions du groupe 2, eu égard à l'élaboration de nouveaux instruments internationaux juridiquement contraignants sur la cybercriminalité et le trafic de biens culturels. Un orateur a précisé qu'un tel instrument sur la cybercriminalité devrait être axé sur les questions d'entraide judiciaire et de collecte de preuves. Un autre a rappelé le texte de la Déclaration de Doha concernant le groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé de réaliser une étude approfondie sur le problème de la cybercriminalité et sur les mesures prises à cet égard. D'autres orateurs ont pris note des récentes initiatives contre la cybercriminalité, notamment la Conférence mondiale sur le cyberspace et Plateforme Internet de Genève. Un orateur a mentionné les activités menées dans le cadre du Programme mondial de l'ONUDC contre la cybercriminalité pour renforcer les capacités nationales et régionales de lutte contre la cybercriminalité et déclaré attendre avec intérêt de soutenir encore ce Programme.

22. Plusieurs orateurs ont estimé qu'il était important de renforcer les cadres juridiques nationaux pour assurer une protection efficace et le retour des biens culturels. Un orateur a souligné qu'il était nécessaire d'établir, au niveau national, des registres et des inventaires de biens culturels afin d'améliorer les mécanismes de restitution. Un autre a appelé l'attention sur l'impact négatif à long terme du trafic de biens culturels, qui pourrait priver les générations futures de leur héritage culturel. Certains orateurs se sont félicités du rôle que joue l'UNESCO pour aider les pays à préserver leur patrimoine culturel. Un orateur, notant que tous les pays ne pouvaient appliquer pleinement les Principes en raison des différences de leurs systèmes, a reconnu que les Principes revêtaient néanmoins une importance capitale pour une action globale contre le trafic de biens culturels.

Conclusions

23. Les conclusions des débats, résumées par l'animateur pour le Président, sont les suivantes:

a) Il a été généralement reconnu que la cybercriminalité, sous ses formes multiples, de même que le trafic de biens culturels, représentent des menaces mondiales, qui ne peuvent être combattues efficacement que grâce à la coopération internationale. L'application de la Convention contre la criminalité organisée, et en particulier de ses dispositions sur la coopération internationale et l'entraide

judiciaire, est essentielle pour lutter efficacement contre la cybercriminalité et le trafic de biens culturels;

b) On observe de plus en plus de liens entre la cybercriminalité et d'autres formes de criminalité, notamment le terrorisme et le trafic de drogues. Des activités s'imposent en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités tant dans les pays en développement que dans les pays développés pour renforcer la lutte contre la cybercriminalité;

c) Comme il ressort des interventions de plusieurs orateurs, les États Membres devraient envisager à titre prioritaire de devenir parties à la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, à la Convention d'UNIDROIT de 1995 sur les biens culturels volés ou illicitement exportés et à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et d'appliquer ces instruments, ainsi que d'utiliser les Principes directeurs internationaux sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels et autres infractions connexes. À cette fin, les États Membres doivent revoir et renforcer leur législation interne de lutte contre le trafic de biens culturels, selon qu'il convient, y compris en conférant aux actes criminels correspondants le caractère d'infraction grave, tel que défini au paragraphe b) de l'article 2 de la Convention contre la criminalité organisée;

d) Les États Membres devraient continuer à améliorer la collecte de données et participer à de nouvelles recherches visant à faire mieux comprendre la dynamique de l'évolution constante des formes de criminalité, notamment la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, en particulier lorsqu'y sont associés des groupes criminels organisés et des organisations terroristes. Les organisations internationales compétentes y ont un rôle à jouer dans le cadre de leurs activités et la participation de la société civile est également essentielle.